

# **CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL TOULOUSE 31**

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,  
Société de courtage d'assurance immatriculée au  
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège Social : 6 Place Jeanne d'Arc – BP 40535 - 31005 TOULOUSE CEDEX 6  
776 916 207 RCS TOULOUSE

## **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2012**

**Présenté au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole  
Mutuel Toulouse 31 en date du 27 juillet 2012**

## SOMMAIRE

<b>Rapport semestriel d'activité .....</b>	<b>3</b>
<b>Comptes consolidés intermédiaire résumés au 30 juin 2012 .....</b>	<b>19</b>
<b>Déclaration personnes physiques au 30 juin 2012 .....</b>	<b>54</b>
<b>Rapport des Commissaires aux Comptes au 30 juin 2012 .....</b>	<b>56</b>

## ***Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31***

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,  
Société de courtage d'assurance immatriculée au  
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse  
N° : 776 916 207 RCS TOULOUSE

# **RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE**

## **AU 30 JUIN 2012**

## RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

### 1. Environnement économique et financier

#### 1.1. Contexte économique

L'économie mondiale croît depuis l'été dernier à un rythme modéré, freinée par plusieurs chocs défavorables : la hausse du prix des matières premières, les conséquences économiques du tsunami au Japon, le durcissement des politiques budgétaires, en Europe, mais aussi aux États-Unis et, enfin, les tensions sur les dettes souveraines dans la zone euro.

Au sein de la zone euro elle-même, les divergences sont importantes : alors que l'Allemagne a crû nettement au premier trimestre, l'Espagne et l'Italie sont entrées en récession. La France est dans la moyenne de la zone euro, avec une croissance faible depuis l'été dernier, et nulle au premier trimestre 2012.

Après une nouvelle stabilité du PIB au deuxième trimestre 2012, la croissance française repartirait légèrement au second semestre (+0,1 % au troisième trimestre, puis +0,2 % au quatrième). Les exportations accéléreraient quelque peu, sous l'effet du regain de croissance mondiale et de la dépréciation passée de l'euro. La demande intérieure repartirait également modérément. En particulier, la consommation croîtrait à nouveau car le taux d'épargne des ménages baisserait au second semestre, après une hausse transitoire au deuxième trimestre.

Du fait de la faiblesse de la croissance, le taux de chômage continuerait d'augmenter (10% à fin juin), atteignant 10,3 % en France au quatrième trimestre 2012.

Les tensions sur les matières premières maintiennent également un niveau d'inflation assez élevé à +1,9% à fin juin 2012. Toutefois, le niveau élevé du chômage et le degré limité d'utilisation des capacités productives devraient freiner les pressions inflationnistes d'ici la fin de l'année.

#### 1.2. Evolution des taux d'intérêt

La poursuite de la dégradation de la conjoncture économique de la zone euro a provoqué début juillet une baisse des taux directeurs de 0,25%. Le taux de refinancement passe ainsi à 0,75% et le taux de dépôt marginal à 0%. L'objectif de la BCE est d'inciter les banques à réinjecter leurs liquidités dans l'économie.

Par ailleurs, la BCE a maintenu ses mesures d'accès à la liquidité dans un contexte de crise de la dette souveraine.

Sur le long terme, la fuite vers la qualité et la crainte sur la dette des états périphériques de la zone euro (Grèce, Irlande, Portugal, Italie, Espagne...) ont amené les investisseurs à se tourner vers des pays comme l'Allemagne et la France. Dans ces conditions, les taux d'emprunt d'Etat à 10 ans de la France ont atteint des niveaux historiquement bas (2,70% fin juin 2012 contre 3,16% fin décembre 2011).

### 1.3. Evolution des marchés boursiers

Après 2 premiers mois euphoriques liés notamment aux accords sur la restructuration de la dette de la Grèce, les inquiétudes sur les dettes des autres pays périphériques et les perspectives de ralentissement marqué de la croissance européenne et mondiale ont refroidi les investisseurs. Aussi, à fin juin 2012, l'incertitude étant toujours présente, les marchés actions sont au même niveau que fin décembre 2011.

## 2. Faits marquants du 1er semestre 2012

### 2.1. Activités clientèles

La Caisse Régionale est au rendez-vous de ses fortes ambitions commerciales sur ce 1<sup>er</sup> semestre 2012, se traduisant par la progression sensible de ses parts de marché sur le financement du logement des particuliers (volume de réalisations de crédits à l'habitat en hausse de +28 % dans un marché en retrait). Par ailleurs, au bénéfice d'une économie locale toujours tonique, Crédit Agricole Toulouse 31 poursuit l'accompagnement financier des projets des professionnels, entreprises et collectivités locales du département par la distribution de 281 M€ nouveaux crédits, soit une enveloppe en hausse de 3 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2011.

L'attractivité de nos offres et la confiance renouvelée de notre clientèle ont également permis :

- ✓ l'amplification de la conquête de nouvelles clientèles (+5 300 clients depuis le début de l'année dont près de 2 300 jeunes) ;
- ✓ le développement de l'équipement en produits d'épargne (ouverture de 32 600 nouveaux livrets, de 9 700 PEL et de 4 100 contrats d'assurance vie), avec comme corollaire une croissance des encours de collecte bilantielle de +565 M€ sur un an, grâce au succès de la gamme renouvelée de dépôts à terme (+380 M€) et à la bonne tenue des dépôts à vue (+175 millions d'euros) ;
- ✓ un portefeuille d'assurance des biens et des personnes qui progresse de 12,1 % sur un an et un taux d'équipement de la clientèle qui bondit de plus de 4,7 points.

### 2.2. Résultats financiers

Résultats au 30 juin 2012	En M€	Evolution sur un an
Produit net bancaire	133,8	-0,6%
Charges générales d'exploitation	69,6	+3,7%
Résultat brut d'exploitation	64,1	-4,8%
Résultat net social	33,3	-3,0%
Résultat net consolidé	39,2	+7,4%

Le Produit Net Bancaire du 1<sup>er</sup> semestre 2012 s'établit à 133,8 millions d'euros, en retrait de 0,6%. Ce 1<sup>er</sup> semestre est marqué par l'absence de dividende versé par Crédit Agricole S.A. (vs 9,5 M€ versés en 2011), occultant le rendement en hausse des activités de crédit et de collecte sur la période (+7,8 % pour la marge d'intermédiation). L'évolution des charges d'exploitation (+3,7 %, soit +2,5 M€) s'explique intégralement par l'impact défavorable d'un changement de méthode de fixation des taux d'actualisation des engagements sociaux. Par ailleurs, le taux des créances douteuses et litigieuses s'affiche en retrait de 0,26 point sur le 1<sup>er</sup> semestre à 3,12% couvert à 83% par des provisions.

Au total, le résultat net social s'effrite de seulement 3 % sur ce 1<sup>er</sup> semestre 2012, malgré l'absence de dividende versé par Crédit Agricole S.A., qui avait représenté 28 % du résultat net du 1<sup>er</sup> semestre 2011.

### **2.3. Situation financière dont CCI**

Le Crédit Agricole Toulouse 31 maintient une solide structure financière, traduite par un ratio de solvabilité de 15,7 % à fin mars 2012 (Bâle 2) et un ratio crédit-collecte parmi les plus faibles du secteur, a fortiori en diminution à 110,3 % au 30 juin 2012 (après centralisation à la CDC).

A ce titre, si le cours du Certificat Coopératif d'Investissement (CCI) résiste à 47,70 euros au 30 juin 2012, il reste toujours très décalé de la valeur intrinsèque de l'entreprise (actif net à 178,19 euros par titre) comme des performances financières particulièrement résilientes de la Caisse Régionale.

### **2.4. Perspectives : Crédit Agricole Toulouse 31, l'audace d'être différents**

Dans un contexte anxiogène, Crédit Agricole Toulouse 31 confirme ses orientations, au premier rang desquelles l'accroissement de la satisfaction de ses clientèles, en prenant trois engagements relationnels : la transparence, par la remise à nos clients d'une fiche mémo sur chacun de nos produits ou services ; l'objectivité, par l'absence d'incitation financière de nos conseillers à proposer une solution plutôt qu'une autre ; le délai de réflexion par le droit de rétractation, durant trente jours après la souscription d'un produit ou d'un service.

## **3. Activité du 1er semestre 2012**

### **3.1. Le fonds de commerce**

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2012, la croissance du fonds de commerce s'accélère avec un accroissement de 5 600 clients et 4 700 Dépôts à Vue.

### **3.2. La collecte**

La croissance de l'encours de collecte s'est poursuivie sur le 1<sup>er</sup> semestre 2012 avec un encours qui atteint 10 350 millions d'euros, en progression de 3,3% sur un an.

*Les dépôts à vue*

Les dépôts à vue représentent 1 880 millions d'euros de collecte en progression de 10,3% sur un an et 175 millions d'euros de flux.

#### *La collecte bancaire à court terme*

La collecte bancaire à court terme représente un encours de 2 108 millions d'euros, en hausse de 1,1% sur un an. Cette augmentation est essentiellement réalisée par les Livrets avec un flux de collecte cumulé de 32 millions d'euros sur un an et de près de 24 millions d'euros depuis le début de l'année 2012.

#### *La collecte bancaire à moyen et long terme*

La collecte bancaire à moyen et long terme représente un encours de 2 396 millions d'euros, en hausse de 18,1% sur un an. Cette augmentation est essentiellement réalisée par les dépôts à terme avec un flux de collecte de 380 millions d'euros sur un an et de près de 293 millions d'euros depuis le début de l'année 2012.

#### *La collecte tierce*

Les encours d'épargne assurance-vie sont stables sur un an et atteignent 2 704 millions d'euros.

En intégrant les valeurs mobilières, le compartiment de collecte tierce atteint 3 970 millions d'euros en diminution de 5,6%.

### **3.3. Les crédits par marché**

Les réalisations crédits s'établissent sur le 1<sup>er</sup> semestre à 727 millions d'euros en progression de 14% sur un an.

L'encours global de crédit poursuit sa progression à +9,2% par rapport au 30 juin 2011 pour atteindre 6 767 millions d'euros à fin juin 2012.

#### *Les particuliers*

Le financement de l'habitat a été le principal contributeur de l'activité crédit avec 400 millions d'euros réalisé sur le 1<sup>er</sup> semestre soit une progression annuelle de 28%. L'encours affiche une croissance de 9,6% à 4 000 millions d'euros.

La production de crédit consommation amortissable est en baisse de 7,4% en lien avec une baisse de la demande nationale.

#### *Les agriculteurs, les professionnels, les entreprises et les collectivités*

La production de crédit d'équipement sur le 1<sup>er</sup> semestre 2012 est toujours de bon niveau avec 281 millions d'euros, soit une progression de 2,7% et un encours à fin juin 2012 de 1 877 millions d'euros en progression de 6,0%.

### **3.4. Les produits et services**

Le premier semestre 2012 a été marqué par la forte progression des assurances IARD et Prévoyance avec une progression du portefeuille de 12,1% sur un an ce qui porte le nombre de contrats à 161 650 à fin juin 2012.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 enregistre toujours de belles performances sur la distribution des produits et services avec un parc de cartes qui progresse de 1,9% sur un an et de 2,6% sur les comptes services.

#### **4. Les comptes consolidés du 30 juin**

##### **4.1. Changements de principes et de méthodes comptables**

Les comptes consolidés semestriels condensés sont établis conformément aux normes IAS/IFRS telles que décrites dans la note 1 de l'annexe aux états financiers. Aucun changement de méthodes comptables n'a été appliqué au 1<sup>er</sup> semestre 2012.

##### **4.2. Evolution du périmètre de consolidation**

Le périmètre de consolidation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 s'est enrichi suite à la création d'une Caisse Locale, la Caisse Locale de Saint Orens. La note 10 des annexes présente le périmètre complet.

##### **4.3. Le compte de résultat consolidé**

Le résultat net consolidé du 30 juin 2012 s'élève à 39,2 millions d'euros contre 36,5 millions d'euros au 30 juin 2011.

Il est principalement constitué du résultat social de la Caisse Régionale (33,3 millions d'euros), du résultat des Caisses Locales 1,45 millions d'euros, du résultat sur les fonds dédiés (1,1 million d'euros), complétés des impacts liés à l'application des normes IFRS en matière d'imposition courante et différée (4 millions d'euros), du traitement de titres et d'instruments dérivés (-0,6 million d'euros dont -4,5 millions d'euros liés à la dépréciation durable de Sacam international).

#### **5. La structure financière**

##### **5.1. Les fonds propres consolidés**

Les capitaux propres, ainsi que leur évolution, sont présentés dans les « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2012 ».

##### **5.2. Les ratios prudentiels**

Le ratio Bâle II s'élève à 15,7% au 31 décembre 2011 et passe à 16,22% au 30 juin 2012 (sous réserve d'approbation de l'organe central), par la progression des fonds propres, liée à la mise en réserves du résultat 2011.



Le ratio de liquidité réglementaire à un mois évolue de 111% au 31 décembre 2011 à 143% au 30 juin 2012.

### **5.3. Activités des filiales et participations**

Afin de continuer à participer au développement du tissu économique régional et local, la Caisse Régionale Toulouse 31 a d'une part réinvesti le dividende perçu de Grand Sud Ouest dans cette société (soit 5,2 millions d'euros) et, d'autre part a augmenté le capital d'un million d'euros de sa société de capital risque CA Toulouse 31 Initiatives.

Les informations concernant les principales transactions entre les parties liées sont présentées en note 2.2 des « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2012 ».

Les autres filiales et participations ne présentent pas d'activité significative.

### **6. Gestion des risques**

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne de la Caisse Régionale, mis en œuvre par tous les acteurs, intervenant de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2011, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Les principales catégories de risques auxquels la Caisse régionale est exposée sont : les risques de crédit, les risques de marché (risque de taux, de change, de prix), les risques structurels de gestion du bilan (risque de taux d'intérêt global, risque de change, risque de liquidité).

Les principales évolutions constatées sur le premier semestre 2012 sont présentées ci-dessous.

Selon les recommandations du Forum de Stabilité Financière, les risques particuliers induits par la crise financière sont présentés au sein d'une section spécifique.

Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse régionale de Crédit agricole Toulouse 31 au 30 juin 2012. A ce titre elle est couverte par le rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.

Par ailleurs, des informations complémentaires sont fournies concernant les risques opérationnels, les risques juridiques et les risques de non-conformité.

## 6.1. Risque Crédit

Les principes, méthodologies et dispositif de gestion du risque de crédit sont décrits de manière détaillée au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2011, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances, garanties données ou engagements confirmés non utilisés.

### 6.1.1. Principales évolutions

#### Objectifs et politique

L'actualisation de la « politique de développement maîtrisé du crédit » applicable en 2012 a été validée par le Conseil d'Administration en décembre 2011.

#### Gestion du risque

Au cours du semestre, la Caisse Régionale a poursuivi le renforcement et le suivi de ses risques de crédit (formation, nouveaux outils, pilotage, revues de portefeuilles, contrôles...) tant dans les réseaux commerciaux que dans les services du siège concernés.

#### Exposition

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrat en unités de compte)	54 009	51 655
Instruments dérivés de couverture	40 045	38 600
Actifs disponible à la vente (hors titres à revenu variable )	673 073	358 614
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	85 773	6 915
Prêts et créances sur la clientèle	6 547 099	6 243 441
Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance	77 831	64 221
<b>Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciation)</b>	<b>7 477 830</b>	<b>6 763 446</b>
Engagements de financement donnés	842 500	861 259
Engagements de garantie financière donnés	232 681	204 669
Provisions - Engagements par signature	-9 652	-8 854
<b>Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)</b>	<b>1 065 529</b>	<b>1 057 074</b>
<b>TOTAL Exposition nette</b>	<b>8 543 359</b>	<b>7 820 520</b>

#### Concentration

Le portefeuille ventilé dans les tableaux ci-après correspond aux engagements commerciaux : Prêts et créances sur les établissements de crédit, hors opérations internes et Prêts et créances sur la clientèle.

## Ventilation des encours de prêts et créances par agent économique

	30/06/2012				Total
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales	6 323	121	121		6 202
Banques centrales					
Etablissements de crédit	1 051 561				1 051 561
Institutions non établissements de crédit	653 247	1 860	1 674		651 573
Grandes entreprises	1 078 087	57 292	52 096	48 171	1 025 991
Clientèle de détail	5 064 083	151 979	122 024	30 555	4 942 059
<b>Total *</b>	<b>7 853 301</b>	<b>211 252</b>	<b>175 915</b>	<b>78 726</b>	<b>7 598 660</b>
<b>Valeur au bilan</b>					<b>7 598 660</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 17,2 millions d'euros

	31/12/2011				Total
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales	12 473	2 499	121		12 352
Banques centrales					
Etablissements de crédit	786 843				786 843
Institutions non établissements de crédit	595 156	1 819	1 599		593 557
Grandes entreprises	1 047 560	70 319	59 374	38 854	949 332
Clientèle de détail	4 839 960	144 035	119 434	32 326	4 688 200
<b>Total *</b>	<b>7 281 992</b>	<b>218 672</b>	<b>180 528</b>	<b>71 180</b>	<b>7 030 284</b>
<b>Valeur au bilan</b>					<b>7 030 284</b>

## Coût du risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
<b>Dotations aux provisions et aux dépréciations</b>	<b>-51 868</b>	<b>-136 886</b>	<b>-58 584</b>
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	-955	-1 454	-629
Prêts et créances	-45 042	-127 970	-54 415
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	-4	-73	-73
Engagements par signature	-2 174	-7 327	-3 405
Risques et charges	-3 693	-62	-62
<b>Reprises de provisions et de dépréciations</b>	<b>44 487</b>	<b>107 645</b>	<b>41 396</b>
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	162	2 171	
Prêts et créances	42 832	96 811	36 413
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	4	174	134
Engagements par signature	1 256	8 210	4 723
Risques et charges	233	279	126
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>	<b>-7 381</b>	<b>-29 241</b>	<b>-17 188</b>
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-68	-184	-101
Récupérations sur prêts et créances amortis	353	692	348
Décotes sur crédits restructurés	-8	-29	-17
Pertes sur engagements par signature			-60
Autres pertes	-32	-111	
<b>Coût du risque</b>	<b>-7 136</b>	<b>-28 873</b>	<b>-17 018</b>

Le coût du risque reflète une évolution favorable des situations douteuses et litigieuses, associée à la volonté persistante de la Caisse régionale de conserver un niveau correct de provisionnement de ses créances douteuses (80,4% en capital et 83% en capital et intérêts).

Par ailleurs, la dotation de provisionnement collectif sur encours sains est de 7,5 M€ contre 11,4 au 30 juin 2011.

### 6.1.2. Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre 2012

Au 2<sup>ème</sup> semestre, les risques de crédit devraient évoluer à un rythme équivalent au 1<sup>er</sup> semestre.

## **6.2. Risque de marché**

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêts : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières ;
- les spreads de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus exotiques de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

### 6.2.1. Principales évolutions

#### Objectifs et politique

La politique de placement des excédents de fonds Propres a été redéfinie en 2010 dans le cadre du plan stratégique 2014 de la Caisse Régionale. La construction d'un portefeuille à moyen long terme et d'un portefeuille à court terme se décline sur la base de cette stratégie, intégrant les contraintes futures liées à l'application du ratio LCR .

#### Gestion du risque

Les dispositions en matière d'encadrement du risque de marché décidées en 2010 sont maintenues et complétées.

La gestion du risque est déclinée en limites et en seuils d'alerte :

Les limites :

Une limite basée sur le stress scénario

Une limite basée sur la Var (99% à horizon 1 an)

Une limite basée sur la Var (99% à horizon 1 mois)

Les seuils d'alerte :

Un seuil d'alerte sur la perte maximale pour les allocations risquées

Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le portefeuille global

Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le portefeuille Moyen-Long-Terme

Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le Portefeuille Court-Terme

Un seuil d'alerte sur la variation du marché action

Un seuil d'alerte sur la variation des taux longs.

Le suivi de ce dispositif est réalisé quotidiennement.

Principales évolutions en terme d'exposition :

Allocation	Exposition 30/06/12 (après couverture)	Exposition 31/12/11 (après couverture)
Monétaire	46,73% (51,97%)	47,33% (50,88%)
Obligations	43,09% (39,19%)	41,55% (39,84%)
Actions	4,69 %	5,46%
Diversifié	5,49%	5,65%
Total	471.99 M€	470,85 M€
VAR 1 mois 99% (PNB M€) (*)	-5,4	Non applicable
VAR 1 an 99% (PNB M€) (*)	-18,6	-30,4

(\*) *Rentabilité pessimiste cumulée sur un an ou un mois.*

Les couvertures Actions et Obligations sont réalisées par des opérations sur instruments dérivés (marchés à terme).

### 6.2.2. Perspectives d'évolution pour le second semestre 2012

La Caisse Régionale de Toulouse 31 entend poursuivre la construction des portefeuilles à Moyen Long Terme et à Court Terme. Ces portefeuilles seront complétés par la création d'un portefeuille spécifique visant à constituer des réserves de liquidités pour répondre aux futures normes Bâle III (ratio LCR).

## **6.3. Gestion de bilan**

### 6.3.1. Risque de taux d'intérêt global

La gestion du risque de taux d'intérêt global (RTIG) vise à protéger la valeur patrimoniale des entités du Groupe, ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêt.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêt évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan. Cette sensibilité naît dès lors que les actifs et passifs ont des échéances de refixation de leur taux d'intérêt non synchrones.

Le groupe Crédit Agricole S.A., et donc la Caisse Régionale utilisent la méthode des gaps de taux fixe pour mesurer son risque de taux. Le Gap (ou impasse de taux) mesure la différence entre les actifs à taux fixe et les passifs à taux fixe sur la base de l'écoulement des encours du bilan sans activité nouvelle.

### Principales évolutions

La politique de gestion est décidée tous les trimestres par le Comité de Gestion Financière et les limites de risque sont fixées annuellement par le Conseil d'Administration (limites 2012 fixées par le Conseil d'Administration du 24-02-2012).

La politique générale de gestion du risque de taux, vise à mener une gestion maîtrisée des Gaps sur les 10 premières années, puis à les contenir pour les durées plus longues.

Le risque est encadré par deux types de limites :

- Limite « VAN » : Une limite exprimée comme un impact maximum en valeur actuelle nette pour un choc normatif à la hausse et à la baisse sur le gap considéré.
- Limite de « GAPS » : Des limites sur les gaps permettant d'éviter une trop forte concentration de risque sur certaines maturités.

### Gestion du risque

L'analyse du risque de taux est produite mensuellement, et présentée chaque trimestre au Comité de Gestion Financière qui établit les orientations de gestion pour le trimestre à venir.

La couverture des Gaps est effectuée par des swaps.

### Exposition

Dans le contexte économique et financier actuel, la Caisse Régionale maintient sa politique de faible exposition à l'évolution des taux.

La Caisse Régionale est faiblement exposée à la variation des taux sur les 10 premières années (gaps compris entre -200 M€ et -65 M€).

### Perspectives d'évolution pour le second semestre

Eu égard à l'environnement économique et aux conditions financières actuelles, la Caisse Régionale poursuivra sa politique prudente de gestion du risque de taux.

#### 6.3.2. Risque de change

La Caisse Régionale n'est pas exposée au risque de change.

### 6.3.3. Risque de liquidité et de financement

La Caisse Régionale est exposée, comme tous les établissements de crédit, au risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque se réalise par exemple en cas de retraits massifs des dépôts de la clientèle, d'une crise de confiance ou de liquidité générale du marché (accès aux marchés interbancaires et monétaires). La gestion du risque de liquidité se traduit par : la mesure de ce risque au travers de l'étude des échéanciers des emplois et des ressources contractuels ou modélisés, ce qui permet de mettre en évidence les exigibilités à différentes échéances ; une politique d'adossement des ressources à des actifs liquides.

#### Principales évolutions

Les objectifs de gestion du risque de liquidité :

La gestion du risque de liquidité doit répondre tout d'abord au maintien d'un ratio réglementaire sur des niveaux supérieurs au minimum de 100% requis dans le nouveau « ratio standard ».

L'objectif vise également à assurer la sécurité de la Caisse Régionale en ce qui concerne le risque d'illiquidité, en répondant aux normes fixées pour l'ensemble du groupe Crédit Agricole, tout en veillant à minimiser le coût induit par le risque de liquidité.

Le dispositif repose sur :

- une limite de liquidité à Court Terme (horizon 12 mois),
- une surveillance des risques au travers de stress scénarii,
- une limite pour les Gaps de liquidité à long terme,
- la surveillance d'indicateurs d'équilibre de liquidité : le ratio Collecte/Crédit et le taux de refinancement à court terme des Crédits.

#### Gestion du risque

La Caisse Régionale maintient sa politique de gestion du ratio standard de liquidité, en s'assurant de conserver en permanence une marge de sécurité suffisante sur ce ratio.

D'autre part, elle poursuit la gestion de l'optimisation du refinancement dans le respect des limites court terme (règles définies par Crédit Agricole S.A. dans le cadre de l'organisation des relations internes concernant le risque de liquidité), et de l'encadrement des refinancements à long terme, notamment la gestion concernant la concentration des échéances.

#### Exposition

Ratio standard au 30-06-2012 : 143% (ratio au 31-12-2011 : 111%)

La limite court terme de la Caisse Régionale est de : 852 M€ au premier semestre, elle est consommée à hauteur de 65% au 30-06-2012.

La Caisse Régionale n'a aucune tombée d'échéance à moyen long terme dépassant les limites imposées au sein du groupe.

Les scénarii de stress de liquidité appliqués aux refinancements et à leurs structures ne montrent aucun signe de faiblesse, ni en terme de volume, ni en terme de coût.

Le déficit Collecte / Crédit s'est réduit sur le premier semestre 2012.

### Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre

La Caisse Régionale maintiendra ses efforts pour réduire le déficit de liquidité et en minimiser le coût.

### Politique de couverture

- *Principales évolutions en termes de politique et objectifs de couverture des risques financiers (couverture de juste valeur et couverture des flux de trésorerie)*

La politique de couverture du risque de taux est inchangée sur le premier semestre 2012. La Caisse Régionale réalise des opérations de couverture par instruments financiers (swap) en couverture de juste valeur ou bien de flux de trésorerie, afin d'assurer la maîtrise du risque.

- *Perspectives d'évolution pour le second semestre*

Aucune évolution significative de la politique de couverture n'est prévue sur le second semestre 2012.

## **6.4. Risques opérationnels**

Le dispositif de gestion et de surveillance des risques opérationnels est décrit au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2011, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

### Description – Définition

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'évènements extérieurs, risque juridique inclus mais risques stratégique et de réputation exclus.



## Principales évolutions et/ou actions

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre, la Caisse Régionale a effectué une actualisation complète de sa cartographie de risques opérationnels et des scénarii majeurs liés à ces risques, conformément aux recommandations du Groupe crédit Agricole, sans incidence significative sur les provisions déjà constituées au 31 décembre 2011.

### **7. Dispositif de contrôle interne**

Le dispositif de contrôle interne est décrit au sein du rapport 2011 du Président du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale des porteurs de parts sociales sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne.

#### **7.1. Le contrôle permanent**

Au 1<sup>er</sup> semestre la Caisse Régionale a poursuivi l'adaptation de son dispositif de contrôle permanent afin de satisfaire aux nécessités de suivi de l'évolution des risques identifiés ci avant.

#### **7.2. La prévention et le contrôle des risques de non-conformité**

Au 1<sup>er</sup> semestre, la Caisse régionale a poursuivi la mise en conformité de son stock de dossiers clients et a adapté ses procédures d'entrée en relation pour en renforcer la conformité.

#### **7.3. Le contrôle périodique**

Le Département du contrôle périodique est indépendant des unités opérationnelles. Ses missions conduites visent à s'assurer de la conformité des opérations, du respect de la réglementation et des procédures internes et de la maîtrise et du niveau effectivement encouru des risques (identification, enregistrement, encadrement, couverture). Elles ont également pour objectif de porter un diagnostic sur les dispositifs de contrôles visés à l'article 6 alinéa a) du règlement CRBF 97-02 modifié, ainsi que de ceux permettant d'assurer la fiabilité et l'exactitude des informations financières de gestion et d'exploitation des domaines audités.

Les contrôles effectués par le Département du contrôle périodique au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2012 se sont inscrits dans le cadre du plan d'audit annuel déterminé en fonction des critères et méthodologies définis par l'Inspection Générale de Crédit Agricole SA et validé par la Direction Générale.

Le guide d'audit des agences de proximité, développé en interne, est régulièrement actualisé, afin d'intégrer notamment des évolutions réglementaires et/ou de nouvelles zones de risques identifiées.

Afin de répondre aux exigences du CRBF 97-02 modifié par l'arrêté du 14 janvier 2009 (Cf. article 9-1), le dispositif de suivi contrôlé des demandes d'actions correctives issues des missions d'audit est intégré au plan de charge 2012.

Au titre du 1er semestre 2012, le Département du Contrôle Périodique a finalisé 3 missions au titre du plan 2011 et engagé 15 nouvelles missions d'audit (3 sur le siège, 11 au sein des réseaux et 1 mission de suivi contrôlé).

# ***Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31***

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,  
Société de courtage d'assurance immatriculée au  
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse  
N° : 776 916 207 RCS TOULOUSE

## **COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 JUIN 2012**

**(Ayant fait l'objet d'un examen limité)**

**Examinés par le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit  
Agricole Mutuel Toulouse 31 en date du 27 juillet 2012**

## SOMMAIRE

<b>CADRE GENERAL.....</b>	<b>21</b>
<b>ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....</b>	<b>22</b>
<b>COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>22</b>
<b>RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES .....</b>	<b>23</b>
BILAN ACTIF .....	24
BILAN PASSIF.....	25
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES .....	26
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE.....	27
<b>NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES .....</b>	<b>28</b>
1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISEES .....	28
2. PARTIES LIEES.....	29
3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT .....	31
3.1. <i>Produits et charges d'intérêts</i> .....	31
3.2. <i>Commissions nettes</i> .....	31
3.3. <i>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i> .....	32
3.4. <i>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i> .....	33
3.5. <i>Produits et charges nets des autres activités</i> .....	33
3.6. <i>Charges générales d'exploitation</i> .....	33
3.7. <i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</i> .....	34
3.8. <i>Coût du risque</i> .....	35
3.9. <i>Gains ou pertes nets sur autres actifs</i> .....	35
3.10. <i>Impôts</i> .....	35
3.11. <i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i> .....	37
4. INFORMATIONS SECTORIELLES .....	37
5. NOTES RELATIVES AU BILAN .....	38
5.1. <i>Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat</i> .....	38
5.2. <i>Actifs financiers disponibles à la vente</i> .....	39
5.3. <i>Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</i> .....	39
5.4. <i>Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers</i> .....	42
5.5. <i>Exposition au risque souverain</i> .....	43
5.6. <i>Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</i> .....	43
5.7. <i>Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées</i> .....	44
5.8. <i>Immeubles de placement</i> .....	44
5.9. <i>Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)</i> .....	44
5.10. <i>Provisions</i> .....	46
5.11. <i>Capitaux propres</i> .....	48
6. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE .....	49
7. RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS.....	50
8. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS .....	50
8.1. <i>Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût</i> .....	50
8.2. <i>Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur</i> .....	51
9. ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA FIN DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE.....	52
10. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2012 .....	53

## CADRE GENERAL

### ***Présentation juridique de l'entité***

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Son siège social est situé au 6, place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse et elle est inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 776 916 207, code APE 6419 Z.

La cotation des certificats coopératifs d'investissement (CCI) de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 s'effectue sur Eurolist Paris.

## ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

### COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2011</b>	<b>30/06/2011</b>
Intérêts et produits assimilés	3.1	169 905	323 498	160 693
Intérêts et charges assimilées	3.1	-94 963	-193 348	-93 278
Commissions (produits)	3.2	63 694	135 189	67 750
Commissions (charges)	3.2	-9 011	-17 182	-9 110
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	2 187	-6 608	-2 167
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	2 284	8 579	9 836
Produits des autres activités	3.5	1 565	1 539	1 163
Charges des autres activités	3.5	-840	-3 390	-1 994
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>134 821</b>	<b>248 277</b>	<b>132 893</b>
Charges générales d'exploitation	3.6	-65 331	-131 779	-64 825
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-2 563	-5 269	-2 510
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>66 927</b>	<b>111 229</b>	<b>65 558</b>
Coût du risque	3.8	-7 136	-28 873	-17 018
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>59 791</b>	<b>82 356</b>	<b>48 540</b>
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9		296	581
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>		<b>59 791</b>	<b>82 652</b>	<b>49 121</b>
Impôts sur les bénéfices	3.10	-20 588	-24 688	-12 635
<b>RESULTAT NET</b>		<b>39 203</b>	<b>57 964</b>	<b>36 486</b>
Intérêts minoritaires		1	1	2
<b>RESULTAT NET – PART DU GROUPE</b>		<b>39 202</b>	<b>57 963</b>	<b>36 484</b>

## RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2011</b>	<b>30/06/2011</b>
<b>Résultat net part du groupe</b>		<b>39 202</b>	<b>57 963</b>	<b>36 484</b>
Gains et pertes sur écarts de conversion				
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente		5 749	-6 029	146
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		(53)	-334	(15)
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi		(1 267)	759	
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe, hors entités mises en équivalence</b>		<b>4 429</b>	<b>-5 604</b>	<b>131</b>
		-		-
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe</b>	<b>3.11</b>	<b>4 429</b>	<b>-5 604</b>	<b>131</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe</b>		<b>43 631</b>	<b>52 359</b>	<b>36 615</b>
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires		2		
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>43 633</b>	<b>52 359</b>	<b>36 615</b>

Les montants sont présentés nets d'impôts.

## BILAN ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
Caisse, banques centrales		44 496	76 033
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	54 009	51 655
Instruments dérivés de couverture		40 045	38 600
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2 - 5.4	673 073	712 698
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3 - 5.4	1 051 561	786 843
Prêts et créances sur la clientèle	5.3 - 5.4	6 547 099	6 243 441
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		141 075	112 557
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		77 831	64 221
Actifs d'impôts courants et différés		56 600	44 761
Comptes de régularisation et actifs divers		153 342	152 740
Immeubles de placement	5.8	3 123	3 169
Immobilisations corporelles	5.9	41 832	40 864
Immobilisations incorporelles	5.9	3 884	3 864
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>8 887 970</b>	<b>8 331 446</b>



## BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	14 193	14 026
Instruments dérivés de couverture		177 255	138 208
Dettes envers les établissements de crédit	5.6	4 301 122	4 100 605
Dettes envers la clientèle	5.6	2 944 509	2 645 421
Dettes représentées par un titre	5.7	214 482	265 434
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		36 350	33 970
Passifs d'impôts courants et différés		23 225	
Comptes de régularisation et passifs divers		114 817	111 765
Provisions	5.10	40 527	32 929
Dettes subordonnées	5.7	25 807	25 254
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>7 892 287</b>	<b>7 367 612</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>995 683</b>	<b>963 834</b>
Capitaux propres - part du Groupe		995 533	963 686
Capital et réserves liées		287 518	286 301
Réserves consolidées		664 204	619 242
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		4 609	180
Résultat de l'exercice		39 202	57 963
Intérêts minoritaires		150	148
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>8 887 970</b>	<b>8 331 446</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées			réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres auto-détenus						
<i>(en milliers d'Euros)</i>									
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2011</b>	<b>149 162</b>	<b>139 739</b>	<b>-2 531</b>	<b>631 595</b>	<b>5 787</b>		<b>923 751</b>	<b>148</b>	<b>923 899</b>
Augmentation de capital	3 994						3 994		3 994
Variation des titres auto détenus			64				64		64
Dividendes versés au 1er semestre 2011				-12 355			-12 355		-12 355
Dividendes reçus des CR et filiales									
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires									
Mouvements liés aux paiements en actions									
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>3 994</b>		<b>64</b>	<b>-12 355</b>			<b>-8 297</b>		<b>-8 297</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>					<b>131</b>		<b>131</b>		<b>131</b>
Résultat du 1er semestre 2011						36 484	36 484		36 484
Autres variations									
<b>Capitaux propres au 30 juin 2011</b>	<b>153 156</b>	<b>139 739</b>	<b>-2 467</b>	<b>619 240</b>	<b>5 918</b>	<b>36 484</b>	<b>952 069</b>	<b>148</b>	<b>952 217</b>
Augmentation de capital	-2 740						-3 479		-3 479
Variation des titres auto détenus			-739				-648		-648
Dividendes versés au 2ème semestre 2011									
Dividendes reçus des CR et filiales									
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires									
Mouvements liés aux paiements en actions									
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>-2 740</b>		<b>-1 387</b>	<b>0</b>			<b>-4 127</b>		<b>-4 127</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>					<b>-5 735</b>		<b>-5 735</b>		<b>-5 735</b>
Quote-part dans les variations de CP des entreprises mises en équivalence									
Résultat du 2nd semestre 2011						21 479	21 478		21 478
Autres variations									
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2011</b>	<b>150 416</b>	<b>139 739</b>	<b>-3 854</b>	<b>619 240</b>	<b>183</b>	<b>57 963</b>	<b>963 685</b>	<b>148</b>	<b>963 833</b>
Affectation du résultat 2011				57 963		-57 963			
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2012</b>	<b>150 416</b>	<b>139 739</b>	<b>-3 854</b>	<b>677 203</b>	<b>183</b>	<b>0</b>	<b>963 685</b>	<b>148</b>	<b>963 833</b>
Augmentation de capital	2 208						2 208		2 208
Variation des titres auto détenus			-993				-993		-993
Dividendes versés au 1er semestre 2012				-13 319			-13 319		-13 319
Dividendes reçus des CR et filiales									
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires									
Mouvements liés aux paiements en actions									
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>2 208</b>		<b>-993</b>	<b>-13 319</b>			<b>-12 104</b>		<b>-12 104</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>					<b>4 426</b>		<b>4 426</b>		<b>4 426</b>
Quote-part dans les variations de CP des entreprises mises en équivalence									
Résultat du 1er semestre 2012						39 202	39 202		39 202
Autres variations			4	320			324	2	326
<b>CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2012</b>	<b>152 624</b>	<b>139 739</b>	<b>-4 843</b>	<b>664 204</b>	<b>4 609</b>	<b>39 202</b>	<b>995 533</b>	<b>150</b>	<b>995 683</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	1er semestre 2012	1er semestre 2011	31/12/2011
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>59 791</b>	<b>49 248</b>	<b>82 652</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	2 563	2 568	5 268
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	14 409	16 790	30 313
Résultat net des activités d'investissement		-581	-296
Résultat net des activités de financement	554	684	1 244
Autres mouvements	-1 814	12	4 372
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>15 712</b>	<b>19 473</b>	<b>40 901</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-54 343	235 123	146 607
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-13 224	-52 322	20 197
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-10 121	-159 213	-125 310
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-2 294	-30 222	-35 665
Impôts versés (1)	-8 781	-29 028	-47 636
<b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-88 763</b>	<b>-35 662</b>	<b>-41 807</b>
<b>TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité OPERATIONNELLE (A)</b>	<b>-13 260</b>	<b>33 059</b>	<b>81 746</b>
<b>Flux liés aux participations (2)</b>	<b>-1 000</b>	<b>-1 385</b>	<b>-10 678</b>
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-3 551</b>	<b>-1 577</b>	<b>-6 258</b>
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)</b>	<b>-4 551</b>	<b>-2 962</b>	<b>-16 936</b>
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (3)</b>	<b>-10 888</b>	<b>-8 514</b>	<b>-12 424</b>
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>-1</b>	<b>-5 284</b>	<b>-6 397</b>
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)</b>	<b>-10 889</b>	<b>-13 798</b>	<b>-18 821</b>
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)			
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)</b>	<b>-28 700</b>	<b>16 299</b>	<b>45 989</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>85 347</b>	<b>39 358</b>	<b>39 358</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	75 974	69 933	69 933
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	9 373	-30 575	-30 575
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>56 647</b>	<b>55 657</b>	<b>85 347</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	44 473	82 665	75 974
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	12 174	-27 008	9 373
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>-28 700</b>	<b>-16 299</b>	<b>45 989</b>

\* composé du solde net des postes "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus

\*\* composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains" et "comptes et prêts au jour le jour sains" tels que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 5.6 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) La variation provient essentiellement des écart de liquidations d'impôt 2010 (11 M€ à payer) et 2011 (7 M€ à récupérer).

(2) Augmentation de capital dans la Société capital risque CA Toulouse 31 Initiatives 1 M€.

(3) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 à ses actionnaires, à hauteur de 13 319 K€ pour le premier semestre 2012.

**NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES  
RESUMES**

**1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisées**

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse31 au 30 juin 2012 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2011 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2012 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice. Celles-ci portent sur :

<b>Normes, Amendements ou Interprétations</b>	<b>Date de publication par l'Union européenne</b>	<b>Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du</b>
Amendement de la norme IFRS 7, informations complémentaires à donner sur les transferts d'actifs financiers	22 novembre 2011 (UE n° 1205/2011)	1er janvier 2012

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du
Amendement de la norme IAS 1, relatif à la présentation des autres éléments du résultat global, nouvelle décomposition des autres capitaux	05 juin 2012 (UE n°475/2012)	1er juillet 2012
Amendement de la norme IAS 19 relatif aux engagements de retraite (régimes à prestations définies)	05 juin 2012 (UE n°475/2012)	1er janvier 2013

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'attend pas d'effets significatifs de l'application de ces dispositions sur son résultat et sa situation nette.

En effet :

- L'amendement de la norme IAS 1 prévoit, au sein des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux, la distinction recyclable/non recyclable.
- L'amendement de la norme IAS 19 prévoit principalement l'obligation d'enregistrer les écarts actuariels, relatifs aux régimes à prestations définies, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. Cette méthode est déjà appliquée par le Groupe (facultative dans la version actuelle d'IAS 19).

Par ailleurs, les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2012.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2011 de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

## 2. Parties Liées

Les parties liées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, les entités ayant une influence notable sur l'entreprise, les entités soumises à l'influence notable de l'entreprise, les entités assurant les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi bénéficiant au personnel salariés ou à celui d'une de ses parties liées.

Sont décrites ci-après les transactions conclues avec les parties liées au cours du 1er semestre 2012 :

Les Caisses Locales ont perçu principalement de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 :

1,1 millions d'euros au titre des revenus des parts sociales,  
1,7 millions d'euros au titre des intérêts des comptes courants bloqués,  
0,5 millions d'euros au titre des commissions d'octroi de crédit.

Au 30 juin 2012, l'encours total des avances en compte courant consenties à la SAS Rue La Boétie s'élève à 15 M€.

### 3. Notes relatives au compte de résultat

#### 3.1. Produits et charges d'intérêts

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Sur opérations avec les établissements de crédit	2 797	4 849	2 193
Sur opérations internes au Crédit Agricole	16 461	21 640	10 412
Sur opérations avec la clientèle	129 356	251 576	126 582
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	3 006	5 082	2 862
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 500	2 085	1 027
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	16 785	38 266	17 617
Autres intérêts et produits assimilés			
<b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>	<b>169 905</b>	<b>323 498</b>	<b>160 693</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-2651	-4 505	-2 325
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-42590	-96 227	-45 685
Sur opérations avec la clientèle	-17325	-29 484	-13 458
Sur dettes représentées par un titre	-1651	-4 028	-2 067
Sur dettes subordonnées	-554	-1 244	-684
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-29776	-56 978	-28 464
Autres intérêts et charges assimilées	-416	-882	-595
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>-94 963</b>	<b>-193 348</b>	<b>-93 278</b>

(1) dont 5 294 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement (total PCCO 70709000, 70709200, 70619200 et 70519000) au 30 juin 2012 contre 10 078 milliers d'euros au 31 décembre 2011 et 5 005 milliers d'euros au 30 juin 2011

(2) dont 1 915 milliers d'euros au 30 juin 2012 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat dans le cadre des Prêts à Taux zéro, contre 3 095 milliers d'euros au 31 décembre 2011 et 2 287 milliers d'euros au 30 juin 2011.

A ces montants s'ajoutent les autres rétrocessions de bonifications qui s'élèvent à 995 milliers d'euros au 30 juin 2012 contre 2 231 milliers au 31 décembre 2011.

#### 3.2. Commissions nettes

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2012			31/12/2011			30/06/2011		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	145	-1	144	524	-2	522	1319	-1	1318
Sur opérations internes au Crédit Agricole	14 107	-5 287	8 820	29 027	-7 588	21 439	13 492	-3 885	9 607
Sur opérations avec la clientèle	13 519	-326	13 193	26 294	-640	25 654	14 268	-301	13 967
Sur opérations sur titres									
Sur opérations de change	97		97	107		107	54		54
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	291	-6	285	5 104	-687	4 417	2 554	-702	1 852
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	34 457	-3349	31 108	72 150	-8 187	63 963	34 913	-4 187	30 726
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	1 078	-42	1 036	1 933	-78	1 905	1 150	-34	1 116
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>63 694</b>	<b>-9 011</b>	<b>54 683</b>	<b>135 189</b>	<b>-17 182</b>	<b>118 007</b>	<b>67 750</b>	<b>-9 110</b>	<b>58 640</b>

### 3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Dividendes reçus			
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	-1 244	-15 312	-1 069
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	3 288	8 414	-1 116
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	198	419	83
Résultat de la comptabilité de couverture	-55	-129	-65
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>2 187</b>	<b>-6 608</b>	<b>-2 167</b>

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2012		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>	<b>27 199</b>	<b>27 254</b>	<b>-55</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	14 450	12 804	1 646
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	12 749	14 450	-1 701
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>323 951</b>	<b>323 951</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	175 044	148 907	26 137
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	148 907	175 044	-26 137
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>351 150</b>	<b>351 205</b>	<b>-55</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2011		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>	<b>19 977</b>	<b>20 106</b>	<b>-129</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	12 762	7 345	5 417
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	7 215	12 761	-5 546
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>211 515</b>	<b>211 515</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	135 750	75 765	59 985
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	75 765	135 750	-59 985
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>231 492</b>	<b>231 621</b>	<b>-129</b>



<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>	<b>11 591</b>	<b>11 656</b>	<b>-65</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	4 342	7 314	-2 972
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	7 249	4 342	2 907
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>118 342</b>	<b>118 342</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	52 313	66 029	-13 716
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	66 029	52 313	13 716
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	0
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>129 933</b>	<b>129 998</b>	<b>-65</b>

### 3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Dividendes reçus	5 378	9 692	9 637
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente *	1 425	-1 055	199
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	-4 519	-58	-
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances	-	-	-
<b>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>2 284</b>	<b>8 579</b>	<b>9 836</b>

\* hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8

Le montant des dividendes reçus en 2012 comprend 5,2 M€ de dividendes de la société Grand Sud Ouest Capital, en 2011 celui de SAS LA BOETIE pour 9,1 M€

### 3.5. Produits et charges nets des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance	-	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurance	-33	-35	-45
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance	-	-	-
Produits nets des immeubles de placement	-55	-115	-58
Autres produits (charges) nets	813	-1 701	-728
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>725</b>	<b>-1 851</b>	<b>-831</b>

### 3.6. Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Charges de personnel	38 612	78 560	37 940
Impôts et taxes	2 721	5 094	2 135
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	23 998	48 125	24 750
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>65 331</b>	<b>131 779</b>	<b>64 825</b>

### Détail des charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Salaires et traitements	19 896	40 738	20 545
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	2 250	4 566	2 242
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	644	2 175	142
Autres charges sociales	8 084	16 492	7 959
Intéressement et participation	4 415	8 006	3 950
Impôts et taxes sur rémunération	3 323	6 583	3 102
<b>Total charges de personnel</b>	<b>38 612</b>	<b>78 560</b>	<b>37 940</b>

L'évaluation des engagements sociaux ne tient pas compte du décret 2012-847 concernant l'ouverture des droits à retraite à 60 ans adopté le 2 juillet 2012 et publié au journal officiel le 3 juillet 2012. L'entité n'attend pas d'impact significatif de son application sur son résultat et sa situation nette.

### **3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles**

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>-2563</b>	<b>-5371</b>	<b>-2510</b>
- immobilisations corporelles	-2534	-5323	-2490
- immobilisations incorporelles	-29	-48	-20
<b>Dotations aux dépréciations</b>		<b>102</b>	
- immobilisations corporelles		72	
- immobilisations incorporelles		30	
<b>Total</b>	<b>-2563</b>	<b>-5 269</b>	<b>-2510</b>

### 3.8. Coût du risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
<b>Dotations aux provisions et aux dépréciations</b>	<b>-51 868</b>	<b>-136 886</b>	<b>-58 584</b>
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	-955	-1 454	-629
Prêts et créances	-45 042	-127 970	-54 415
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	-4	-73	-73
Engagements par signature	-2 174	-7 327	-3 405
Risques et charges	-3 693	-62	-62
<b>Reprises de provisions et de dépréciations</b>	<b>44 487</b>	<b>107 645</b>	<b>41 396</b>
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	162	2 171	
Prêts et créances	42 832	96 811	36 413
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	4	174	134
Engagements par signature	1 256	8 210	4 723
Risques et charges	233	279	126
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>	<b>-7 381</b>	<b>-29 241</b>	<b>-17 188</b>
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-68	-184	-101
Récupérations sur prêts et créances amortis	353	692	348
Décotes sur crédits restructurés	-8	-29	-17
Pertes sur engagements par signature			-60
Autres pertes	-32	-111	
<b>Coût du risque</b>	<b>-7 136</b>	<b>-28 873</b>	<b>-17 018</b>

### 3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>0</b>	<b>296</b>	<b>581</b>
Plus-values de cession		602	581
Moins-values de cession		-306	
<b>Gains ou pertes sur autres actifs</b>	<b>0</b>	<b>296</b>	<b>581</b>

### 3.10. Impôts

#### Charge d'impôt :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Charge d'impôt courant	-23 093	-32 452	-18 189
Charge d'impôt différé	2 505	7 764	5 554
<b>Charge d'impôt de la période</b>	<b>-20 588</b>	<b>-24 688</b>	<b>-12 635</b>

#### Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30 juin 2012

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Base</b>	<b>Taux d'impôt</b>	<b>Impôt</b>
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	59 791	36,10%	21 585
Effet des différences permanentes			2 143
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-28
Effet de l'imposition à taux réduit			-285
Effet des autres éléments			-2 827
Taux et charge effectif d'impôt		<i>Taux d'impôt constaté</i>	20 588

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2012.

Au 31 décembre 2011

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Base</b>	<b>Taux d'impôt</b>	<b>Impôt</b>
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	82 652	36,10%	29 837
Effet des différences permanentes			631
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			6
Effet de l'imposition à taux réduit			-362
Effet des autres éléments			-5 424
Taux et charge effectif d'impôt		<i>29,87%</i>	24 688

Une correction a été apportée sur la base par rapport à la version publiée au 31/12/2011.

Au 30 juin 2011

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Base</b>	<b>Taux d'impôt</b>	<b>Impôt</b>
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	49 121	34,43%	16 912
Effet des différences permanentes			-3 159
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			22
Effet de l'imposition à taux réduit			-66
Effet des autres éléments			-1 074
Taux et charge effectif d'impôt		<i>Taux d'impôt constaté</i>	12 635

### 3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période, net d'impôts.

	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (1)	Variation de juste valeur des dérivés de couverture	Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	
(en milliers d'euros)					
Variation de juste valeur		146	-15		131
Transfert en compte de résultat					
Variation de l'écart de conversion					
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi					0
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2011 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>146</b>	<b>-15</b>	<b>0</b>	<b>131</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2011 (part minoritaire)</b>					<b>0</b>
<b>Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2011 (1)</b>	<b>0</b>	<b>146</b>	<b>-15</b>	<b>0</b>	<b>131</b>
Variation de juste valeur		-7 474	-334		-7 808
Transfert en compte de résultat		1 445			1 445
Variation de l'écart de conversion					
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi				759	759
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2011 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>-6 029</b>	<b>-334</b>	<b>759</b>	<b>-5 604</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2011 (part minoritaire)</b>		<b>-1</b>			<b>-1</b>
<b>Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2011 (1)</b>	<b>0</b>	<b>-6 030</b>	<b>-334</b>	<b>759</b>	<b>-5 605</b>
Variation de juste valeur		1 111	-53		1 058
Transfert en compte de résultat		4 638			4 638
Variation de l'écart de conversion					
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi				-1 267	-1 267
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2012 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>5 749</b>	<b>-53</b>	<b>-1 267</b>	<b>4 429</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2012 (part minoritaire)</b>		<b>1</b>			<b>1</b>
<b>Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2012 (1)</b>	<b>0</b>	<b>5 750</b>	<b>-53</b>	<b>-1 267</b>	<b>4 430</b>

(1) les données "total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs disponibles à la vente" se décomposent comme suit :

	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Montant brut	5 791	(7 350)	(41)
Impôt	(41)	1 320	187
Total net	5 750	(6 030)	146

#### 4. Informations sectorielles

##### Information par secteur opérationnel

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 réalise l'intégralité de son activité dans le secteur « Banque de proximité en France ».

## 5. Notes relatives au bilan

### 5.1. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6 020	6 094
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	47 989	45 561
<b>Valeur au bilan</b>	<b>54 009</b>	<b>51 655</b>
<i>Dont Titres prêtés</i>		

#### Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	310	325
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	310	325
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instruments dérivés	5 710	5 769
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6 020</b>	<b>6 094</b>

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

(en milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Créances sur la clientèle		
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Titres à la juste valeur par résultat sur option	47 989	45 561
- Effets publics et valeurs assimilées	47 989	45 561
- Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Actions et autres titres à revenu variable		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>47 989</b>	<b>45 561</b>

### Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	14 193	14 026
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>14 193</b>	<b>14 026</b>

### Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	14 193	14 026
<b>Valeur au bilan</b>	<b>14 193</b>	<b>14 026</b>

## 5.2. Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30/06/2012			31/12/2011		
	Juste valeur au bilan	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Juste valeur au bilan	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres
Effets publics et valeurs assimilées	9 308	5	-12	10 692	9	-45
Obligations et autres titres à revenu fixe	302 416	6 115	-2 028	347 922	7 337	-3 385
Actions et autres titres à revenu variable	22 928	1 042	-294	22 521	706	-411
Titres de participation non consolidés	338 421	10 531	-7 782	331 563	9 896	-12 286
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>673 073</b>	<b>17 743</b>	<b>-10 116</b>	<b>712 698</b>	<b>17 948</b>	<b>-16 127</b>
Créances disponibles à la vente						
<b>Total des créances disponibles à la vente</b>						
<b>Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>673 073</b>	<b>17 743</b>	<b>-10 116</b>	<b>712 698</b>	<b>17 948</b>	<b>-16 127</b>
<b>Impôts</b>		<b>-7 712</b>	<b>-1 655</b>		<b>-7 171</b>	<b>-1 057</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'IS)</b>		<b>10 031</b>	<b>-11 771</b>		<b>10 777</b>	<b>-17 184</b>

## 5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

### Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30/06/2012	31/12/2011
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et prêts	83 996	5 012
dont comptes ordinaires débiteurs sains	2 121	5 012
dont comptes et prêts au jour le jour sains		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	1 777	1 903
Titres non cotés sur un marché actif		
Autres prêts et créances	81 875	
<b>Total</b>	<b>85 773</b>	<b>6 915</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette</b>	<b>85 773</b>	<b>6 915</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires	10 600	9 483
Comptes et avances à terme	934 679	749 932
Titres non cotés sur un marché actif	20 509	20 513
Prêts subordonnés		
<b>Total</b>	<b>965 788</b>	<b>779 928</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette</b>	<b>965 788</b>	<b>779 928</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 051 561</b>	<b>786 843</b>

### Prêts et créances sur la clientèle

	30/06/2012	31/12/2011
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<b>Opérations avec la clientèle</b>		
Créances commerciales	32 778	31 048
Autres concours à la clientèle	6 700 086	6 400 733
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	7 536	7 536
Titres non cotés sur un marché actif	1 789	1 742
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	24 263	22 959
Comptes ordinaires débiteurs	35 288	31 131
<b>Total (1)</b>	<b>6 801 740</b>	<b>6 495 149</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>-254 641</b>	<b>-251 708</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>6 547 099</b>	<b>6 243 441</b>

### Créances apportées en garantie :



Au cours du premier semestre 2012, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a apporté 2 991 777 K€ de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 1 741 362 K€ en 2011. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a apporté :

- 1 725 403 K€ de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 631 498 K€ en 2011;
- 100 769 K€ de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du dispositif SFEF (Société de Financement de l'Economie Française), contre 238 756 K€ en 2011;
- 377 316 K€ de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 317 132 K€ en 2011;
- 788 289 K euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 553 973 K euros en 2011.

### **Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	30/06/2012				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales	6 323	121	121		6 202
Banques centrales					
Etablissements de crédit	1 051 561				1 051 561
Institutions non établissements de crédit	653 247	1 860	1 674		651 573
Grandes entreprises	1 078 087	57 292	52 096	48 171	977 820
Clientèle de détail	5 064 083	151 979	122 024	30 555	4 911 504
<b>Total *</b>	<b>7 853 301</b>	<b>211 252</b>	<b>175 915</b>	<b>78 726</b>	<b>7 598 660</b>
<b>Valeur au bilan</b>					<b>7 598 660</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 17,2 millions d'euros

	31/12/2011				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales	12 473	2 499	121		12 352
Banques centrales					
Etablissements de crédit	786 843				786 843
Institutions non établissements de crédit	595 156	1 819	1 599		593 557
Grandes entreprises	1 047 560	70 319	59 374	38 854	949 332
Clientèle de détail	4 839 960	144 035	1 19 434	32 326	4 688 200
<b>Total *</b>	<b>7 281 992</b>	<b>218 672</b>	<b>180 528</b>	<b>71 180</b>	<b>7 030 284</b>
<b>Valeur au bilan</b>					<b>7 030 284</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 17,9 millions d'euros

## 5.4. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2011	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements	30/06/2012
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>						
<b>Créances sur la clientèle</b>	251 708		49 587	-46 654		254 641
dont dépréciations collectives	46 293		5 096	-11 467		39 922
dont sectorielle	24 888		18 136	-4 219		38 805
<b>Titres détenus jusqu'à l'échéance</b>						
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	3 333		5 474	-162		8 645
<b>Autres actifs financiers</b>	488		4	-4		488
<b>Total des dépréciations des actifs financiers</b>	<b>255 529</b>		<b>55 065</b>	<b>-46 820</b>		<b>263 774</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2010	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements	30/06/2011
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>						
<b>Créances sur la clientèle</b>	229 724		58 658	-44 732		243 650
dont dépréciations collectives	54 289		19 320	-4 564		68 955
dont sectorielle	8 724		1 682	-5 004		5 402
<b>Titres détenus jusqu'à l'échéance</b>						
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	4 026		629			4 655
<b>Autres actifs financiers</b>	1 391		73	-134		1 330
<b>Total des dépréciations des actifs financiers</b>	<b>235 141</b>		<b>59 360</b>	<b>-44 866</b>		<b>249 635</b>

## 5.5. Exposition au risque souverain

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'est pas concernée par une exposition sur le Portugal, l'Italie, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne.

## 5.6. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

### Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et emprunts	2 219	6 991
dont comptes ordinaires créditeurs	38	5102
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
<b>Total</b>	<b>2 219</b>	<b>6 991</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	521	9
Comptes et avances à terme	4 298 382	4 093 605
<b>Total</b>	<b>4 298 903</b>	<b>4 093 614</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>4 301 122</b>	<b>4 100 605</b>

### Dettes envers la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011
Comptes ordinaires créditeurs	1 762 064	1 839 876
Comptes d'épargne à régime spécial	25 605	25 220
Autres dettes envers la clientèle	1 156 840	780 325
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>2 944 509</b>	<b>2 645 421</b>

## 5.7. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
<b>Dettes représentées par un titre</b>		
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	214 482	265 434
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>214 482</b>	<b>265 434</b>
<b>Dettes subordonnées</b>		
Dettes subordonnées à durée déterminée	25 807	25 254
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôt de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>25 807</b>	<b>25 254</b>

## 5.8. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2011	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Solde 30/06/2012
Valeur brute	5 153		9		5 162
Amortissements et dépréciations	-1 984		-55		-2 039
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>3 169</b>		<b>-46</b>		<b>3 123</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Solde 31/12/2011
Valeur brute	5 153				5 153
Amortissements et dépréciations	-1 870		-114		-1 984
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>3 283</b>		<b>-114</b>		<b>3 169</b>

La valeur de marché des immeubles de placements comptabilisés au coût amorti, établie « à dire d'expert », s'élève à 3 123 milliers d'euros au 30 juin 2012 contre 3 169 milliers d'euros au 31 décembre 2011 et 3 283 milliers d'euros au 31 décembre 2010.

## 5.9. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

	31/12/2011	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/2012
<i>(en milliers d'euros)</i>							
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	121 382		3 501	-19			124 864
Amortissements et Dépréciations (1)	-80 518		-2 534	20			-83 032
<b>Valeur au bilan</b>	<b>40 864</b>	<b>0</b>	<b>967</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>41 832</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	12 528		49				12 577
Amortissements et Dépréciations	-8 664		-29				-8 693
<b>Valeur au bilan</b>	<b>3 864</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 884</b>

	31/12/2010	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 31/12/2011
<i>(en milliers d'euros)</i>							
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	116 003		7 155	-1 776			121 382
Amortissements et Dépréciations (1)	-76 627		-5 322	1 431			-80 518
<b>Valeur au bilan</b>	<b>39 376</b>	<b>0</b>	<b>1 833</b>	<b>-345</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>40 864</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	12712		76	-260			12 528
Amortissements et Dépréciations	-8646		-48	30			-8 664
<b>Valeur au bilan</b>	<b>4066</b>	<b>0</b>	<b>28</b>	<b>-230</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3864</b>

## 5.10. Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2011	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	30/06/2012
Risques sur les produits épargne logement	6 555			-1 600		4 954
Risques d'exécution des engagements par signature	8 854	2 174	-119	-1 256		9 652
Risques opérationnels	7 349					7 349
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	925	502			1 983	3 410
Litiges divers	4 471	2 646	-48	-233		6 836
Participations						
Restructurations						
Autres risques (2)	4 775	5 014	-1 302	-160		8 326
<b>Total</b>	<b>32 929</b>	<b>10 336</b>	<b>-1 469</b>	<b>-3 249</b>	<b>1 983</b>	<b>40 527</b>

(1) L'augmentation des engagements sociaux au 30 juin 2012 s'explique principalement par la baisse significative des taux de référence utilisés pour l'évaluation des engagements relatifs aux régimes à prestations définies et autres avantages à long terme afin d'introduire les conditions de marché.

(2) L'augmentation des autres risques est principalement liée à l'impact du TIE sur les Dépôts à terme à taux progressifs.

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2011
Risques sur les produits épargne logement	6 185	1 645		-1 276		6 554
Risques d'exécution des engagements par signature	9 803	7 327	-66	-8 210		8 854
Risques opérationnels	7 349	382	-382			7 349
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	784	1 194	-794	-259		925
Litiges divers	6 209	62	-1 595	-205		4 471
Participations						
Restructurations						
Autres risques	1 202	3 247	-2 683	-490	3 500	4 776
<b>Total</b>	<b>31 532</b>	<b>13 857</b>	<b>-5 520</b>	<b>-10 440</b>	<b>3 500</b>	<b>32 929</b>

Les autres mouvements sont relatifs au TIE sur les Dépôts à terme à taux progressifs.

### Provision épargne-logement :

#### Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

En milliers d'euros	30/06/2012	31/12/2011
<b>Plans d'épargne-logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	91 471	40 487
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	396 320	691 008
Ancienneté de plus de 10 ans	577 666	311 638
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>1 065 457</b>	<b>1 043 133</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>153 811</b>	<b>152 859</b>
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>1 219 268</b>	<b>1 195 992</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2012 pour les données au 30 juin 2012 et à fin novembre 2011 pour les données au 31 décembre 2011, et hors prime d'état

## Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
<b>Plans d'épargne-logement :</b>	7 931	8 917
<b>Comptes épargne-logement :</b>	29 668	31 323
<b>Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>37 599</b>	<b>40 240</b>

## Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
<b>Plans d'épargne-logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 488	1 491
Ancienneté de plus de 10 ans	3 074	4 336
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>4 562</b>	<b>5 827</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>392</b>	<b>727</b>
<b>Total provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>4 954</b>	<b>6 554</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2011	Dotations	Reprises	30/06/2012
<b>Plans d'épargne-logement :</b>	5 827		1 265	4 562
<b>Comptes épargne-logement :</b>	727		335	392
<b>Total provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>6 554</b>	<b>0</b>	<b>1 600</b>	<b>4 954</b>

La reprise de la provision épargne logement au 30 juin 2012 est liée à l'actualisation du modèle de calcul.

Les principales évolutions du modèle concernent la révision des lois d'écoulement des Plans Epargne Logement et des Comptes Epargne Logement ainsi que l'intégration d'une composante liquidité.

## 5.11. Capitaux propres

### ►Composition du capital au 30 juin 2012

Au 30 juin 2012, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres
<b>Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)</b>	<b>1 461 686</b>
Dont part du Public	1 385 933
Dont part Crédit Agricole S.A.	
Dont part Auto-détenue	75 753
<b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>	<b>1 165 535</b>
Dont part du Public	
Dont part Crédit Agricole S.A.	1 165 535
<b>Parts sociales</b>	<b>1 999 601</b>
Dont 46 Caisses Locales	1 999 510
Dont 18 administrateurs de la CR	90
Dont Crédit Agricole S.A.	1
<b>Total</b>	<b>4 626 822</b>

La valeur nominale des titres est de 16 euros et le montant du capital est de 74 029 milliers d'euros

### ►Dividendes

Au titre de l'exercice 2011, l'Assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a approuvé le versement d'un dividende net par part sociale de 3,45%.

De même, les Assemblées Générales des Caisses Locales ont approuvé le versement d'un intérêt net par part sociale de 3,10%.

### Dividendes

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par Part Sociale
	Montant Net en K€	Montant Net en K€	Montant Net en K€
2008	4 880	3 800	1 344
2009	5 105	3 974	1 216
2010	5 275	4 149	1 072
2011	5 554	4 429	1 104



## Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 13 319 milliers d'euros.

### 6. Engagements de financement et de garantie

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
<b>Engagements donnés</b>	<b>1 311 660</b>	<b>1 473 321</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>842 500</b>	<b>1 031 259</b>
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		170 000
. Engagements en faveur de la clientèle	842 500	861 259
Ouverture de crédits confirmés	522 555	520 847
- Ouverture de crédits documentaires	5 075	3 763
- Autres ouvertures de crédits confirmés	517 480	517 084
Autres engagements en faveur de la clientèle	319 945	340 412
<b>Engagements de garantie</b>	<b>469 160</b>	<b>442 062</b>
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	246 010	240 930
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties	246 010	240 930
. Engagements d'ordre de la clientèle	223 150	201 132
Cautions immobilières	96 943	69 166
Garanties financières	47 603	70 209
Autres garanties d'ordre de la clientèle	78 604	61 757
<b>Engagements reçus</b>	<b>2 616 283</b>	<b>2 384 090</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>400 152</b>	<b>300 152</b>
. Engagements reçus d'établissements de crédit	400 152	300 152
. Engagements reçus de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>	<b>2 216 131</b>	<b>2 083 938</b>
. Engagements reçus d'établissements de crédit	281 305	277 071
. Engagements reçus de la clientèle	1 934 826	1 806 867
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	251 402	217 938
Autres garanties reçues	1 683 424	1 588 929

## 7. Reclassements d'instruments financiers

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'a pas opéré en 2012 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008.

## 8. Juste valeur des instruments financiers

### 8.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

	30/06/2012		31/12/2011	
	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée
<i>(en millions d'euros)</i>				
<b>Actifs</b>				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 051 561	1 051 561	786 843	786 843
Prêts et créances sur la clientèle	6 547 099	6 273 886	6 243 441	5 877 744
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	77 831	78 107	64 221	64 221
<b>Passifs</b>				
Dettes envers les établissements de crédits	4 301 122	4 336 067	4 100 605	4 143 578
Dettes envers la clientèle	2 944 509	2 944 509	2 645 421	2 645 421
Dettes représentées par un titre	214 482	214 482	265 434	265 434
Dettes subordonnées	25 807	25 807	25 254	25 254

## 8.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

- Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

### Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation

	Total 30/06/2012	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3	Total 31/12/2011	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>								
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>6020</b>	<b>2284</b>	<b>3736</b>	<b>0</b>	<b>6094</b>	<b>325</b>	<b>5769</b>	
Titres détenus à des fins de transaction	310	310			325	325		
Effets publics et valeurs assimilées					0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	310	310			325	325		
Actions et autres titres à revenu variable								
Instruments dérivés	5710	1974	3736		5769		5769	
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>47989</b>	<b>47989</b>			<b>45561</b>	<b>45561</b>		
Titres à la juste valeur par résultat sur option	47989	47989			45561	45561		
Effets publics et valeurs assimilées	47989	47989			45349	45349		
Obligations et autres titres à revenu fixe					212	212		
Actions et autres titres à revenu variable								
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>673073</b>	<b>271469</b>	<b>401604</b>	<b>0</b>	<b>712698</b>	<b>304131</b>	<b>408567</b>	<b>0</b>
Effets publics et valeurs assimilées	9308	9308			10692	10692		
Obligations et autres titres à revenu fixe	302416	262078	40338		347922	270918	77004	
Actions et autres titres à revenu variable	361349	83	361266		354084	22521	331563	
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>40045</b>		<b>40045</b>		<b>38600</b>		<b>38600</b>	
<b>Total actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>767127</b>	<b>321742</b>	<b>445385</b>	<b>0</b>	<b>802953</b>	<b>350017</b>	<b>452936</b>	<b>0</b>

### Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées

	Total 30/06/2012	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3	Total 31/12/2011	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>								
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>14193</b>	<b>0</b>	<b>14193</b>	<b>0</b>	<b>14026</b>	<b>0</b>	<b>14026</b>	<b>0</b>
Instruments dérivés	14193		14193		14026		14026	
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>0</b>				<b>0</b>			
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>177255</b>		<b>177255</b>		<b>138208</b>		<b>138208</b>	
<b>Total passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>191448</b>	<b>0</b>	<b>191448</b>	<b>0</b>	<b>152234</b>	<b>0</b>	<b>152234</b>	<b>0</b>

## 9. Événements postérieurs à la fin de la période intermédiaire

Le projet de loi de Finances rectificative présenté au Conseil des Ministres le 4 juillet 2012, et adopté par l'Assemblée Nationale le 19 juillet 2012, comporte deux principales mesures fiscales applicables aux Caisses régionales : la création d'une contribution additionnelle exceptionnelle à la taxe de risque systémique, l'augmentation du taux de 8 à 20% du forfait social, respectivement 0,8 M€ et 1,1 M€.

## 10. Périmètre de consolidation au 30 juin 2012

Sociétés	Pays	Méthode cons	% de contrôle		% d'intérêt	
			30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011
Caisse Régionale Toulouse 31	France	Mère	100%	100%	100%	100%
Caisses Locales	France	Mère	100%	100%	100%	100%
Force Toulouse Diversifié	France	Globale	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
Ozenne institutionnel	France	Globale	99,74%	99,74%	99,74%	99,74%
Toulouse 31 Court Terme	France	Globale	99,98%	99,98%	99,98%	99,98%
Toulouse 31 Obligations	France	Globale	99,98%	99,98%	99,98%	99,98%

Le périmètre de consolidation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 intègre dorénavant 46 Caisses Locales (création de Caisse Locale de Saint Orens) contre 45 Caisses Locales au 31 décembre 2011.

## ***Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31***

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,  
Société de courtage d'assurance immatriculée au  
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse  
N° : 776 916 207 RCS TOULOUSE

### **DECLARATION PERSONNES PHYSIQUES AU 30 JUIN 2012**

## DECLARATIONS DES PERSONNES PHYSIQUES

Je soussigné, Yvon MALARD, Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31, atteste à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Toulouse,  
Le 27 juillet 2012

Le Directeur Général

## ***Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31***

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,  
Société de courtage d'assurance immatriculée au  
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse  
N° : 776 916 207 RCS TOULOUSE

### **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU 30 JUIN 2012**



**SYGNATURES S.A.**  
8, chemin de la Terrasse  
B.P. 45122  
31512 Toulouse Cedex 5  
S.A. au capital de € 304.897,71

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Toulouse

**ERNST & YOUNG Audit**  
1, place Alfonse Jourdain  
B.P. 98536  
31685 Toulouse Cedex 6  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2012

### Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Toulouse, le 03 août 2012

Les Commissaires aux Comptes

SYGNATURES S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Laure Mulin

Frank Astoux